

COMMUNE D'AIGLE



REGLEMENT COMMUNAL SUR LA GESTION DES DECHETS

Table des matières

<u>Chapitre premier</u>	<u>DISPOSITIONS GENERALES</u>
Article premier	Champ d'application
Article 2	Définitions
Article 3	Compétences
<u>Chapitre 2</u>	<u>GESTION DES DECHETS</u>
Article 4	Tâches de la Commune
Article 5	Ayants droit
Article 6	Devoirs des détenteurs de déchets
Article 7	Récipients et remise des déchets
Article 8	Déchets exclus
Article 9	Feux de déchets
Article 10	Pouvoir de contrôle
<u>Chapitre 3</u>	<u>FINANCEMENT</u>
Article 11	Principes
Article 12	Taxes
Article 13	Décision de taxation
Article 14	Echéance
<u>Chapitre 4</u>	<u>SANCTIONS ET VOIES DE DROIT</u>
Article 15	Exécution par substitution
Article 16	Recours
Article 17	Sanctions
<u>Chapitre 5</u>	<u>DISPOSITIONS FINALES</u>
Article 18	Abrogation
Article 19	Entrée en vigueur

En vertu de la loi cantonale sur la gestion des déchets (LGD) et de la loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE), la Commune d'Aigle édicte le règlement suivant :

Chapitre premier – DISPOSITIONS GENERALES

Article premier.- Champ d'application

¹Le présent règlement régit la gestion des déchets sur le territoire de la Commune d'Aigle

²Il s'applique à l'ensemble du territoire de la Commune et à tous les détenteurs de déchets.

³Les prescriptions de droit public fédérales et cantonales applicables en la matière demeurent réservées.

Article 2.- Définitions

¹On entend par déchets urbains les déchets produits par les ménages, ainsi que les autres déchets de composition analogue, provenant par exemple des entreprises industrielles, artisanales ou de services, des commerces et de l'agriculture.

²Sont notamment réputés déchets urbains :

- a) Les ordures ménagères, qui sont des déchets incinérables mélangés.
- b) Les objets encombrants, qui sont des déchets incinérables ne pouvant pas être introduits dans les récipients autorisés pour les ordures ménagères, du fait de leurs dimensions.
- c) Les déchets valorisables, qui sont des déchets homogènes collectés séparément pour être réutilisés, recyclés ou traités, tels que le verre, le papier, le PET, les textiles, les déchets compostables, les métaux, etc...

³Les déchets spéciaux sont les déchets définis comme tels par le droit fédéral, dont l'élimination exige la mise en œuvre de mesures particulières pour être respectueuse de l'environnement.

Article 3.- Municipalité

¹La Municipalité assure l'exécution du présent règlement.

²Elle édicte, à cet effet, une directive que chaque administré est tenu de respecter. La directive précise notamment le mode de collecte des ordures ménagères, des objets encombrants et des déchets valorisables.

³La Municipalité peut déléguer tout ou partie de ses tâches à des organismes indépendants.

⁴Elle collabore avec les autres communes dans le cadre des périmètres régionaux définis par le plan cantonal de gestion des déchets.

Chapitre 2 – GESTION DES DECHETS

Article 4.- Tâches de la Commune

¹La Commune assure la gestion des déchets urbains de son territoire. Elle est également responsable de l'élimination des déchets de la voirie communale et de celle des petites quantités de déchets spéciaux détenus par les ménages et non repris par les fournisseurs.

²Elle adopte une politique de gestion des déchets respectueuse de l'environnement, qui s'inscrit dans une stratégie de préservation des ressources naturelles et qui tient notamment compte de l'entier du cycle des matières.

³Dans ce cadre, elle encourage en particulier les mesures qui visent à :

- a) éviter ou limiter la production de déchets ;
- b) allonger la durée de vie des biens de consommation et favoriser leur réutilisation ;
- c) recycler les matériaux, en mettant en place des infrastructures de collecte et de tri efficaces, répondant aux besoins des utilisateurs dans les limites des contraintes techniques, économiques et écologiques ;
- d) valoriser les matières, en acheminant les déchets vers des filières appropriées de recyclage ou d'incinération

⁴Elle encourage le compostage décentralisé des déchets organiques, dans les jardins ou dans les quartiers. Elle organise un service de broyage. Elle veille à ce que les déchets organiques qui lui sont remis soient traités dans les règles de l'art.

⁵Elle informe les administrés sur les mesures qu'elle met en place.

Article 5.- Ayants droit

¹Les tournées de ramassage et les postes de collecte des déchets sont à la disposition exclusive de la population et des entreprises qui résident dans la Commune.

²Il est interdit d'utiliser cette infrastructure pour éliminer des déchets qui ne sont pas produits sur le territoire de la Commune.

³Les dérogations, notamment en faveur d'autres communes, sont réglées par voie de directive.

Article 6.- Devoirs des détenteurs de déchets

¹Les détenteurs d'ordures ménagères et d'objets encombrants les remettent lors des ramassages organisés par la Commune ou les déposent dans les postes de collecte prévus à cet effet, selon la directive communale. Il en va de même pour les déchets valorisables.

²Les ménages compostent les déchets organiques, tels que branches, gazon, feuilles, déchets de cuisine. S'ils n'en ont pas la possibilité, ils les remettent conformément à la directive communale.

³Les déchets spéciaux sont éliminés par leurs détenteurs selon les prescriptions fédérales et cantonales en vigueur.

⁴Les ménages retournent en priorité aux points de vente les déchets spéciaux qu'ils détiennent, ainsi que les déchets valorisables pour lesquels une finance d'élimination est

comprise dans le prix de vente. Les petites quantités non reprises par les points de vente sont remises aux postes de collecte ou lors des ramassages précisés par la directive communale.

⁵Les autres déchets sont éliminés par leurs détenteurs, à leurs propres frais. Ils ne peuvent pas être remis lors des ramassages ni déposés dans les postes de collecte publics, à moins d'une autorisation expresse de la Municipalité.

⁶Les entreprises peuvent être tenues d'éliminer elles-mêmes les quantités importantes de déchets valorisables et, avec leur accord, les autres déchets urbains qu'elles détiennent.

⁷Il est interdit d'introduire des déchets, même broyés, dans les canalisations et de déposer des déchets en dehors des lieux et des horaires prévus par la directive communale.

Article 7.- Récipients et remise des déchets

¹Les déchets sont remis exclusivement dans les récipients autorisés à cet effet et de la manière précisée dans la directive communale.

²Les bâtiments de plusieurs logements peuvent être équipés de conteneurs d'un type défini par la Municipalité. Les conteneurs en mauvais état ou non conformes sont retirés après avertissement au contrevenant.

Article 8.- Déchets exclus

¹Les déchets suivants sont exclus des ramassages ordinaires d'ordures ménagères et de déchets encombrants :

- les appareils électriques et électroniques, tels que les téléviseurs, les radios et autres appareils de loisirs, les ordinateurs et autres appareils de bureau, les aspirateurs, les réfrigérateurs, les congélateurs et autres appareils électroménagers,
- les déchets spéciaux, tels que les piles, les tubes fluorescents, les produits chimiques et les huiles minérales,
- les véhicules hors d'usage et leurs composants, notamment les pneus,
- les déchets de chantier, la terre, les pierres et la boue,
- les cadavres d'animaux, les déchets animaux, de boucherie et d'abattoirs,
- les substances spontanément inflammables, explosives ou radioactives,
- les déchets organiques compostables, tels que les branches, le gazon et les feuilles,
- les autres déchets valorisables tels que le papier, le verre, les textiles et les métaux.

²La directive communale précise le mode d'élimination de ces déchets.

Article 9.- Feux de déchets

¹Les feux de déchets sont interdits sur le territoire communal.

Article 10.- Pouvoir de contrôle

¹Si les déchets sont déposés de manière incorrecte ou illégale, ou si d'autres motifs importants l'exigent, les récipients contenant des déchets peuvent être ouverts et examinés par des mandataires de la Municipalité à des fins de contrôle et d'enquête.

Chapitre 3 – FINANCEMENT

Article 11.- Principes

¹Le détenteur assume le coût de l'élimination de ses déchets.

²La Commune perçoit des taxes pour couvrir les coûts de gestion des déchets urbains. Le législatif communal en définit les modalités à l'article 12 ci-dessous, soit en particulier le cercle des assujettis, le mode de calcul et le montant maximal de la contribution.

³Jusqu'à concurrence des maximums prévus à l'article 12, la Municipalité est compétente pour adapter le montant des taxes à l'évolution des coûts effectifs tels qu'ils ressortent de la comptabilité communale. Elle prend en compte les charges budgétisées, les excédents et les déficits des années précédentes. Elle communique les bases de calcul qui servent à fixer le montant des taxes.

Article 12.- Taxes

A. Taxe proportionnelle à la quantité de déchets

Taxes sur les sacs à ordures :

¹ Les taxes sur les sacs à ordures sont fixées à :

- Maximum : 1.25 francs par sac de 17 litres,
2.50 francs par sac de 35 litres,
4.75 francs par sac de 60 litres,
7.50 francs par sac de 110 litres.

Taxes sur les plombs pour containers détenus par les entreprises :

- Maximum : 50.00 francs par plomb pour container de 800 litres.

La municipalité se réserve le droit, à titre exceptionnel, de vendre des plombs pour les containers. Le montant facturé par plomb doit être proportionnel à la taxe au sac.

Ces montants s'entendent avec TVA comprise

B. Taxes forfaitaires

¹Les taxes forfaitaires sont fixées à :

- 150 francs par an (TVA comprise) au maximum par appartement,
- 300 francs par an (TVA comprise) au maximum par entreprise.

² Ces taxes sont perçues une fois par année auprès des propriétaires ou des gérances.

³En cas de départ ou d'arrivée en cours d'année, la taxe est due par mois entier et calculée prorata temporis.

C. Taxes spéciales

¹ La Commune peut percevoir d'autres taxes causales pour des prestations particulières liées à la gestion des déchets, en fonction des frais occasionnés.

²La Municipalité précise par voie de directive les prestations particulières qui sont soumises à des taxes spéciales, ainsi que le montant de ces taxes.

D. Mesures d'accompagnement

¹ Des mesures d'accompagnement du dispositif de taxation sont prévues, notamment en faveur des familles.

² La Municipalité en précise les modalités d'application par voie de directive.

Article 13.- Décision de taxation

¹La taxation fait l'objet d'une décision municipale.

²Une fois définitive, la décision de taxation vaut titre exécutoire au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et faillites.

Article 14.- Echéance

¹Les taxes doivent être payées dans les 30 jours dès leur échéance.

²Un intérêt moratoire de 5% l'an est dû sur les taxes impayées dès la fin du délai de paiement.

Chapitre 4 – SANCTIONS ET VOIES DE DROIT

Article 15.- Exécution par substitution

¹Lorsque des mesures ordonnées en application du présent règlement ne sont pas exécutées, la Municipalité peut y pourvoir d'office aux frais du responsable, après mise en demeure.

²La Municipalité fixe le montant à percevoir et le communique au responsable, avec indication des voies et délais de recours.

Article 16.- Recours

¹Les décisions de la Municipalité qui ne concernent pas la taxation peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal, cour de droit administratif et public, dans un délai de 30 jours dès la notification de la décision attaquée.

²Les décisions de la Municipalité relatives à la taxation peuvent faire l'objet d'un recours auprès de la commission communale de recours dans un délai de 30 jours dès la notification de la décision attaquée.

³Les décisions de la commission communale de recours peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal, cour de droit administratif et public, dans un délai de 30 jours dès la notification de la décision attaquée.

⁴Les recours s'exercent par acte écrit et motivé, sous pli recommandé.

Article 17.-Sanctions

¹Celui qui, intentionnellement ou par négligence, contrevient aux dispositions du présent règlement ou aux directives d'application fondées sur celui-ci est passible de l'amende. Les dispositions de la loi sur les contraventions s'appliquent.

²La Commune a le droit d'exiger la réparation du dommage causé par l'auteur de l'infraction.

³Les dispositions pénales prévues par la législation fédérale et cantonale sont réservées.

Chapitre 5 – DISPOSITIONS FINALES

Article 18.- Abrogation

¹Le présent règlement abroge et remplace celui du 1^{er} janvier 2012

Article.- 19 Entrée en vigueur

¹La Municipalité fixe la date d'entrée en vigueur du présent règlement après adoption par le Conseil Communal et approbation par le Département de la sécurité et de l'environnement. L'article 94, alinéa 2 de la loi sur les communes est réservé.

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 30 septembre 2013

Le Syndic :  F. Borloz

Le Secrétaire :  A. Décaillet




Adopté par le Conseil communal dans sa séance du 21 novembre 2013

Le Président :  J. Ben Salem

La Secrétaire :  B. Devaud



Approuvé par la Cheffe du Département de la sécurité et de l'environnement, le 10 DEC.


Jacqueline de Quattro



Annexe 1

Directive prévue à l'article 3 du règlement communal sur la gestion des déchets

- Calendrier et horaires des tournées de ramassage (cf. art. 6, al. 1 du règlement)
Les ordures ménagères peuvent être déposées le mardi et le vendredi avant 7h00 pour la zone centre-ville (en dessus de la ligne CFF).
Les ordures ménagères peuvent être déposées le lundi et le jeudi avant 7h00 pour la zone sous gare (en dessous de la ligne CFF).
Seuls les sacs à ordures agréés par la Municipalité sont déposés le jour de la collecte sur le trajet du camion collecteur, sans gêne pour la circulation et les piétons. Il est interdit de les déposer la veille déjà.
Dans les quartiers de Fontanney, Plan d'Essert, Vers-Pousaz et Bellevue, les ramassages ont lieu le lundi et le jeudi. Aux Afforêts, le jeudi uniquement.

Les déchets encombrants ne font pas l'objet de ramassage en ville. Ils doivent être déposés à la déchetterie, ou par benne à la SATOM aux frais du propriétaire.

Un ramassage du papier et du carton est organisé par la Commune. Il a lieu le 1^{er} mercredi de chaque mois dans la zone centre-ville et le 2^{ème} mercredi de chaque mois dans la zone sous gare. Le ramassage est annulé en cas de neige. Les cartons vides doivent être pliés et déposés avant 7h00

Demeurent réservées les dates coïncidant avec un jour férié.

- Compostage des déchets végétaux (art. 6, al. 2)
Les ménages compostent les déchets organiques, tels que branches, gazon, feuilles, déchets de cuisine. S'ils n'en ont pas la possibilité, Il est fortement conseillé aux citoyens de s'approcher de leur voisinage. Le cas échéant, ils les remettent à la déchetterie.
- Elimination des appareils électriques et électroniques (« appareils OREA », = téléviseurs, radios, ordinateurs et autres appareils de bureau, appareils électroménagers, réfrigérateurs, congélateurs, etc.) (art. 6, al. 4 et art. 8)

Le poste de collecte est la déchetterie

- Elimination des déchets spéciaux des ménages (piles, tubes fluorescents, produits chimiques, huile, etc.) (art. 6, al. 4 et art. 8)

Les piles peuvent être déposées dans les éco-points.

Pour tous les autres déchets, le poste de collecte est la déchetterie.

- Récipients autorisés (art. 7, al.1)

Les sacs officiels sont déposés sur le domaine public aux endroits convenus et selon l'horaire mentionné ci-dessus. Des containers privés peuvent être utilisés pour le dépôt des sacs officiels. Pour les containers ne contenant pas que des sacs officiels, le plomb de fermeture officiel est requis.

Les déchets valorisables, en petite quantité, peuvent être déposés dans les éco-points. Les déchets doivent être triés et déposés dans les bennes prévues à cet effet et non à même le sol. Les déchets suivants sont autorisés : papier, verre, bouteilles de boisson PET, capsules Nespresso, piles, aluminium ménager, boîtes de conserve et textiles propres.

Tous les autres déchets doivent être déposés à la déchetterie.

Pour toute autre information, le dépliant d'information transmis annuellement à tous les ménages fait foi.

- Elimination des véhicules hors d'usage et de leurs composants (pneus, etc.) (art. 8)
Ces déchets ne font pas l'objet de récupération organisée par la Commune. Ils doivent être éliminés dans les filières usuelles aux frais du propriétaire.

- Elimination des déchets de chantier, des matériaux inertes, de la terre et des pierres (art. 8)

Les déchets de particuliers, en petite quantité, peuvent être déposés à la déchetterie. La quantité ne doit pas dépasser 0.25m³ par semaine. (8 bidons de 30l)

- Elimination des cadavres d'animaux, des déchets animaux, de boucherie et d'abattoirs (art. 8)

Ces déchets doivent être éliminés au centre régional des déchets carnés à Bex.

- Elimination des substances spontanément inflammables, explosives ou radioactives (art. 8)
Ces déchets ne font pas l'objet de récupération organisée par la Commune. Ils doivent être éliminés dans les filières usuelles aux frais du propriétaire.

- Information (art. 4, al. 5 et art. 11, al. 3)

Un dépliant d'information est transmis annuellement à tous les ménages.

Une information concernant les bases de calcul des taxes est transmise annuellement à la commission des finances du Conseil Communal, dans le cadre de la procédure budgétaire.

- Tarifs des taxes proportionnelles (art. 12 A)

Tarif des sacs officiels :

Contenance [litres]	Unités par rouleau	Prix du rouleau [CHF TTC]	Coût par sac [CHF TTC]
17	10	10.00	1.00
35	10	20.00	2.00
60	10	38.00	3.80
110	5	30.00	6.00

Les sacs officiels sont les sacs blancs et verts fourni par Petroplast Vinora et gérés par GEDECHABLAIS

Tarif des plombs officiels :

40.00 francs l'unité

Le prix du plomb s'entend toute taxe comprise. Les plombs officiels sont en vente au service des finances à l'Hôtel de Ville.

- Taxes forfaitaires (art. 12 B)
Les taxes forfaitaires sont fixées à :

100.00 francs par an (TVA comprise) par appartement,

200.00 francs par an (TVA comprise) par entreprise.

- Objets et tarif des taxes spéciales (art. 12 C)

Une taxe causale et unique peut être perçue pour le ramassage d'objets encombrants d'un particulier ayant fait la demande et ne pouvant se justifier d'une incapacité.

Le tarif horaire est fixé à 83.00frs pour la main d'œuvre et à 130.00frs pour les véhicules.

- Mesures sociales d'accompagnement du dispositif de taxation (art. 12 D)

Un bon d'achat d'une valeur de 80.00 francs est remis à chaque naissance d'un nouveau citoyen aiglon.

- Entrée en vigueur de la directive

Dès l'adoption du règlement communal sur la gestion des déchets par la Cheffe du Département en charge de l'environnement.

11/11/11

